**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**DEPARTEMENT DE TARN ET GARONNE**

**COLLECTIVITE :**

**ANNEE**

Objet : Délibération en vue de l'adhésion à la convention de participation proposée par le CDG82 - Risque Santé.

…

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-1 à L.827-11 ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l’ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu la délibération n° 2023-32 du 8 août 2023, du conseil d'administration du CDG82 attribuant le marché de protection sociale complémentaire en Santé à la MNT ;

Vu l’avis du comité social territorial en date du …………

Le Maire */ Le Président* rappelle à l'assemblée que les employeurs territoriaux auront obligation de participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, à compter du 1er janvier 2026 pour le risque "Santé", à hauteur de 15 € par mois et par agent minimum.

Il rappelle également que cette participation pourra se faire selon deux modalités au choix de l’employeur : soit la labellisation, soit l’adhésion à un contrat collectif.

Le Maire */ Le Président* informe l'assemblée que, conformément aux dispositions des articles L.827-7 et L.827-8 du code général de la fonction publique, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Tarn et Garonne (CDG82) a procédé à une mise en concurrence en mai 2023 en vue de la mise en place de conventions de participation mutualisées dans le domaine de la protection sociale complémentaire, pour les agents des collectivités affiliées et non affiliées.

Il indique qu'à l’issue de la procédure de consultation, le CDG82 a souscrit une convention de participation pour le risque « Santé » auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT), pour une durée de six ans à compter du 1er janvier 2024.

Il précise que la collectivité / *l’établissement* avait manifesté son intérêt pour cette mise en concurrence, et qu'à ce titre, elle/il peut aujourd'hui adhérer à la convention de participation proposée par le CDG82, après consultation du Comité Social Territorial, pour permettre à ses agents de bénéficier des garanties et conditions financières mutualisées proposées par le prestataire qui a été retenu.

Il précise également que s'agissant d'un contrat collectif à adhésion facultative, les agents de la collectivité/l’établissement auront le choix d'adhérer ou non, mais que seuls les agents qui adhèreront pourront percevoir la participation employeur.

Au vu de ces éléments, le Maire */ Le Président* propose, l'adhésion de la collectivité */ l’établissement* à cette convention de participation, pour le risque "Santé", à compter du …………

Il propose de fixer à …….€ par mois et par agent / *de moduler comme suit\* …….* la participation employeur obligatoire, dans le cadre de ce dispositif pour le risque "Santé".

\* NB : *Les employeurs sont libres de fixer le montant de leur participation jusqu’à l’échéance réglementaire du 1er janvier 2026 qui imposera un montant minimal de 15 euros.*

*Il est possible de prévoir un montant unitaire de participation ou un montant modulé en conformité avec les dispositions du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011. Dans ce dernier cas, il convient de le détailler expressément.*

**Après avoir délibéré, les membres du conseil *à l’unanimité ou à la majorité* décident :**

* d’adhérer à la convention de participation pour le risque « Santé » conclue entre le Centre de Gestion du Tarn et Garonne et la MNT, à compter du ……/……./…... ;
* d’accorder la participation financière employeur aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu’aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité, en activité, ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « Santé » ;
* de fixer le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de …………… € par agent et par mois, pour chaque agent qui aura adhéré au contrat découlant de la convention de participation (15 € minimum par mois par agent à compter du 1er janvier 2026). ***(Le cas échéant : Il est prévu une modulation en fonction des revenus (à préciser) et/ou en fonction de la situation famille, par exemple une participation à hauteur de ………€ pour le conjoint et à hauteur de ………. € par enfant) ;*** étant précisé que seuls les agents qui adhèreront à ce contrat pourront percevoir cette participation ;
* d’autoriser le Maire */ Le Président* à signer la convention d’adhésion à la convention de participation proposée par le CDG82 et tout acte en découlant ;
* d’inscrire au budget primitif 20XX les crédits nécessaires au versement de la participation financière aux agents ;